

Le Chili et la pêche

Roberto PAIVA REINERO*

La pêche au Chili

Etant donné sa condition de pays exportateur net, le secteur de la pêche ne présente pas de problèmes en ce qui concerne le commerce de produits. Les problèmes sont posés par la protection des ressources halieutiques.

Aujourd'hui, le secteur de la pêche est déclaré comme étant en « pleine exploitation », ce qui signifie que l'on est en train de capturer une quantité de poissons supérieure ou égale à celle qui a été définie comme quota d'équilibre pour la conservation des espèces marines. Pour cette raison, la possibilité d'exploiter les ressources halieutiques a été restreint ; en effet, on n'accorde plus de nouvelles licences de pêche, faute desquelles il n'est pas possible de procéder à des captures.

Dans la « liste des barrières externes au commerce de l'Union Européenne », le secteur de la pêche chilien est dénoncé pour l'application de barrières non-tarifaires et des entraves à l'investissement. Les barrières non tarifaires concernent l'interdiction par le Chili du transbordement, dans les ports chiliens, des espadons capturés dans les eaux internationales par des bateaux étrangers. Quant aux entraves à l'investissement, elles se réfèrent à l'absence de traitement national, puisque les étrangers ne sont pas autorisés à pêcher dans les eaux chiliennes.

La conservation de la ressource halieutique

Le développement atteint par le secteur de la pêche chilienne a conduit à mettre en œuvre des mécanismes de gestion de la pêche qui

permettent d'obtenir une consolidation du secteur, en se basant sur la conservation de la ressource et la viabilité socio-économique des activités de production.

Au cours des dernières années, la gestion des pêcheries chiliennes s'est orientée vers l'ajustement et l'amélioration des mesures de conservation appliquées, ainsi que, pour quelques unes de ces pêcheries, vers l'encouragement à des modifications de structure.

On a progressé, ainsi, dans la réglementation de l'accès à la pêche industrielle et artisanale ainsi que par l'application des interdictions de pêche et la mise en place des quotas de capture. En outre, on a mis l'accent sur les informations et le suivi des projets des zones de gestion et d'exploitation des ressources benthiques, qui seront cédées à des organisations de pêcheurs artisanaux. Pour la pêche industrielle, une loi votée en 1997, oblige les bateaux industriels à embarquer un système de signalisation par satellite.

Entre-temps, l'aquaculture est devenue l'un des secteurs qui ont connu, dans le domaine de la pêche, la plus grande croissance. Par ailleurs, en ce qui concerne la recherche, on a réalisé des progrès dans la connaissance de la pêche chilienne, y compris sur l'état de la ressource et de son environnement, ainsi que sur les aspects sociaux et économiques qui ont permis consolider la gestion des autorités de la pêche.

La Loi sur la Pêche permet au Ministère de l'Economie de décréter une ou plusieurs interdictions ou d'instituer des mesures de gestion des ressources halieutiques, par les articles 3 à 7, ci-dessous :

- Défense biologique,
- Interdiction de capture temporaire ou permanente,
- Etablissement de quotas annuels de capture par espèce dans une zone déterminée,
- Déclaration de zones spécifiques,
- Fixation du pourcentage de débarquement d'espèces considérées comme « prises accessoires ».

* Economiste chilien.

Les restrictions d'accès

(Articles 14 à 18 de la Loi sur la Pêche)

Bien que les captures puissent être réalisées par des navires de pêche de n'importe quel type, ces navires devront être immatriculés au Chili selon les dispositions de la Loi de Navigation.

Pour développer des activités de pêche industrielle, les personnes intéressées devront demander pour chaque navire une autorisation auprès du Sous-secrétariat de la Pêche. Cette demande, assortie d'informations sur les caractéristiques du navire, les espèces et la zone de pêche prévue, devra être faite par une personne physique chilienne ou étrangère avec résidence définitive dans le pays.

Pour les personnes morales, celles-ci devront être établies légalement au Chili. S'il y a une participation étrangère, la part du capital étranger ne pourra pas dépasser 50 %, et elle doit être autorisée préalablement par la commission des investissements étrangers. C'est cela que dénonce l'Union Européenne comme étant une discrimination vis-à-vis de ses nationaux.

Quand une espèce est déclarée être en état de pleine exploitation, on suspend la réception des demandes de licence et l'octroi des autorisations de pêche.

L'autorisation de relâcher dans les ports chiliens

L'article 165 dit que le Ministère pourra établir des normes de conservation et de gestion des populations communes et des espèces associées, existant dans la zone économique exclusive et en haute mer. Quand ces normes sont édictées, le débarquement des captures ou des produits dérivés de celles-ci, pourra être interdit ou contrôlé, puisque les captures ont été réalisées en infraction aux normes.

De même, grâce à un décret suprême, le Ministère pourra interdire le débarquement, l'approvisionnement ou n'importe quel autre type de service direct ou indirect, à des navires dans les ports de la République, dans toute la zone économique exclusive et dans les eaux territoriales, quand des antécédents permettent de présumer que les activités réalisées par ces navires nuisent à la ressource halieutique ou à son

exploitation par des navires nationaux dans la zone économique exclusive.

En 1991, le Chili a adopté une mesure administrative qui établit les formes et les conditions selon lesquelles la flotte de pêche opérant en haute mer pourra accéder aux ports nationaux. Cette mesure consiste en l'autorisation, au cas par cas, par le Service National de Pêche, pour transborder, à Arica et Punta Arenas, des produits provenant de la pêche en haute mer, et seulement s'il ne s'agit pas de ressources provenant d'une autre zone ou de grandes migrations ou déclarés sous le régime de pleine exploitation, pour lesquels l'accès est interdit.

Le fondement juridique de cette disposition chilienne est le droit des Etats à administrer et à disposer de leurs ports, compte tenu du fait qu'ils font partie de leur territoire national. Cette pratique est fréquente chez les Etats européens, qui justifient cette interdiction par des traités sur des mesures de conservation des ressources halieutiques.

La nouvelle loi sur la pêche

Un projet pour compléter la Loi sur la Pêche a été déposé au Parlement. Ce projet permettra l'attribution de quotas individuels de pêche pour certaines espèces et dans certaines circonstances, ce qui éviterait la course au poisson, le surdimensionnement de la flotte et l'exploitation excessive.

« Sonapesca » considère l'adoption de cette réforme légale comme indispensable pour dépasser la situation difficile qu'est en train de connaître le secteur, situation imputable aux problèmes provoqués par El Niño et La Niña. Ils considèrent que cela permettra la conservation de la ressource et la mise en œuvre maximale de la liberté économique et de la concurrence.